

Vingt-cinq ans de transformations de la société russe

Crise démographique et croissance des inégalités

Cécile LEFEVRE

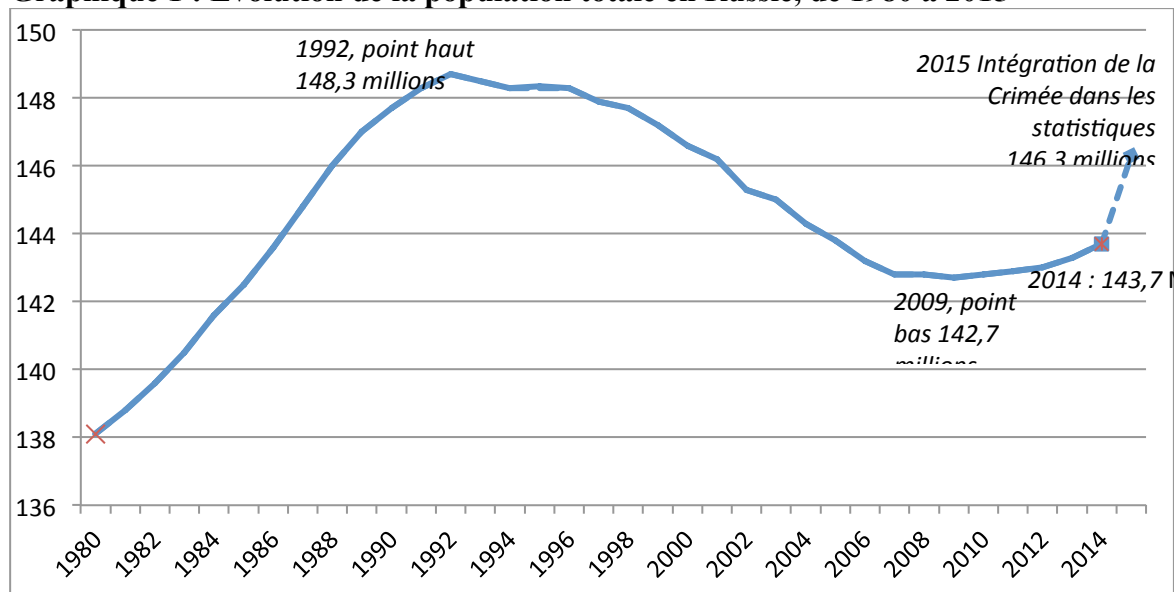
La Russie post-soviétique a connu une croissance rapide des inégalités en même temps qu'une crise démographique conduisant à l'adoption d'une politique nataliste et de valorisation de la famille traditionnelle. Comment cette situation peut-elle évoluer dans le contexte de nouvelle crise économique et géopolitique ?

La première décennie de la Russie post-soviétique restera comme une période marquée par une crise multiforme, économique, sociale et démographique. Avec l'élection présidentielle de V. Poutine en 2001, l'idée d'un pouvoir fort et interventionniste est relégitimée, affirmant qu'il a un rôle à jouer dans le soutien social à la population et dans les choix de fécondité des familles, dans le cadre d'un discours de revalorisation de la grande Russie. Il n'est donc pas étonnant que la lutte contre le déclin de la population ait vite constitué un thème privilégié de l'action gouvernementale, inspirée de l'aphorisme de J. Bodin : « Il n'y a richesse ni force que d'hommes ». L'amélioration ces dernières années des principaux indicateurs démographiques (fécondité, espérance de vie, croissance de la population), bien qu'en partie conjoncturelle, a été largement mise en scène comme gage de la nouvelle vitalité de la Russie. Elle a supposé une politique volontariste et a en partie occulté une autre fragilité qui mine la société russe, celle de la très forte croissance en vingt ans des inégalités (inégalités sociales de revenus, d'accès à la santé, au logement, doublées de fortes inégalités régionales). Cette situation sociale est exacerbée actuellement par la nouvelle crise économique depuis 2014 qui explique en partie le choix géopolitique d'une politique extérieure offensive.

La démographie, un sujet de plus en plus politisé

Depuis la fin de l'URSS, et ce jusqu'en 2012, la population de la Russie a significativement diminué, d'environ 5 millions d'habitants (graphique 1).

Graphique 1 : Évolution de la population totale en Russie, de 1980 à 2015



Source : Rosstat, 2015

Ce mouvement de baisse de la population s'est amorcé dans les années 1990, lié à une diminution forte de la fécondité (graphique 2), et à une baisse de l'espérance de vie à la naissance, phénomène rare dans les pays développés en l'absence de guerre ou d'épidémie. Cette diminution a été encore plus marquée pour les hommes : leur espérance de vie, déjà particulièrement faible comparée aux autres pays européens et occidentaux, a été plusieurs années en dessous du seuil symbolique de 60 ans (1993-1996 et 1999-2006). Au-delà de cette chute conjoncturelle, la Russie a connu dès les années 1960 une longue stagnation de l'espérance de vie : ceci a souvent été expliqué par le manque d'inflexion à cette période de la politique de santé : orientée vers le traitement de maladies infectieuses, elle n'aurait pas assez mis l'accent sur la prévention des maladies chroniques et cardio-vasculaires ni sur la lutte contre l'alcoolisme. Depuis 1991, les différentes réformes du secteur de la santé et la création d'un système de santé à plusieurs vitesses et de qualités très différentes sur le territoire n'ont guère amélioré cette situation concernant le manque de prévention. En raison d'une amélioration des conditions de vie, l'espérance de vie à la naissance est repartie à la hausse depuis 2005, cependant elle retrouve en 2012 tout juste le niveau de 1965 pour les hommes (64,5 ans). Cette faible espérance de vie des hommes conduit par ailleurs à un déséquilibre très marqué de la pyramide des âges : nombreuses sont les femmes âgées veuves et isolées, qui constituent une population particulièrement touchée par la pauvreté et en besoin d'aide sociale.

Ce que l'on a appelé la « croix russe » (c'est-à-dire lorsque le nombre de décès est devenu supérieur de manière durable à celui des naissances en 1992) inquiétait déjà tout au long des années 1990, mais à cette période de présidence Eltsine et de valorisation du libéralisme existait une sorte de consensus implicite sur le fait que l'État n'avait plus à intervenir de manière dans le choix de vie privée et de constitution de la famille. Les préoccupations liées à la crise économique, à la désindustrialisation, à la montée de la

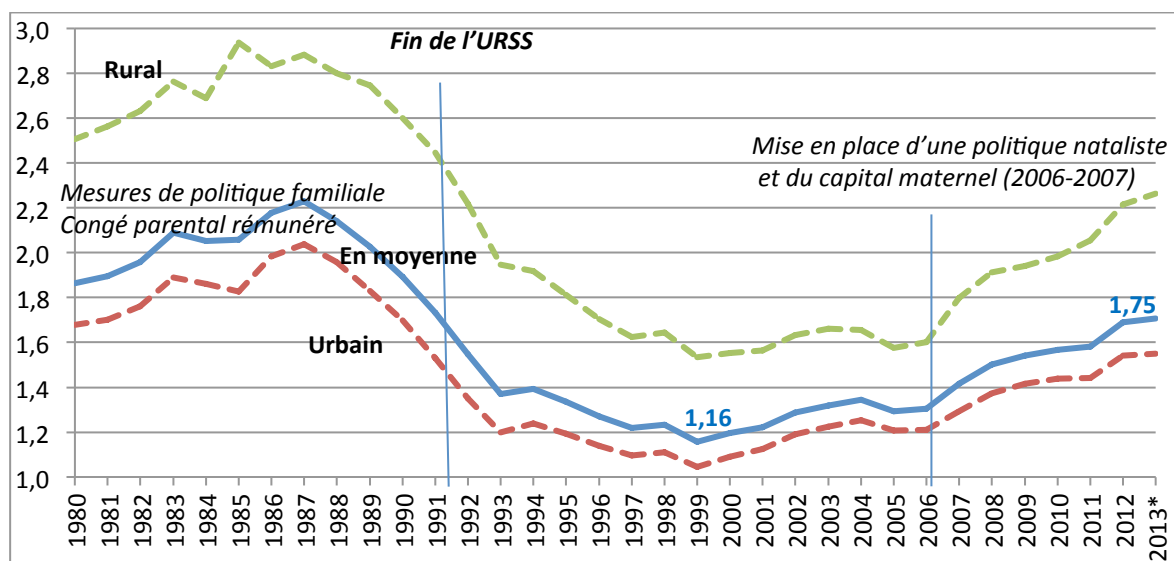
pauvreté étaient d'ailleurs plus urgentes et prenaient le pas sur une réflexion démographique de moyen terme.

C'est donc surtout au cours des années 2000 que la démographie est devenue un sujet de déclaration catastrophiste dans les médias – « Quand la Russie disparaîtra, enquête sur un désastre démographique » pouvait ainsi titrer *Nezavissamia Gazeta* – et un thème important des discours politiques, et notamment du président Vladimir Poutine qui fit adopter à partir de 2005 le programme « Conception de la politique démographique de la Russie à horizon 2025 ».

Dans ce climat a été décidé en 2006 de mettre en place une politique familiale explicitement nataliste. Elle repose d'abord par un déploiement de messages médiatiques : création de nouveaux jours symboliques comme le 12 septembre 2007, journée du rapprochement familial, avec récompenses pour les femmes accouchant 9 mois plus tard le 12 juin pour la « journée de mise au monde des patriotes », ou le 8 juillet comme jour « de la famille, de l'amour et de la fidélité ». On observe aussi un durcissement des conditions d'accès à l'avortement, en même temps qu'une série de prises de positions de l'Église orthodoxe en faveur de la famille traditionnelle. Église qui en une décennie est devenue un acteur majeur dans l'édiction des normes morales et familiales en Russie.

Parmi un ensemble de mesures est instauré un nouveau dispositif à partir de 2007, le « capital maternel » (*materinskii capital*), très particulier. Il est attribué à la mère à la naissance d'un deuxième enfant : il s'agit d'une allocation ponctuelle d'un montant élevé, de l'ordre actuellement de 8 000 euros. Mais, point particulier du dispositif, l'arrivée de l'enfant ne déclenche pas le versement direct de cette allocation, il ouvre un « droit de tirage » sur cette somme, sous conditions d'utilisation bien précises, prévues par la loi, et au nombre de trois : le capital maternel doit servir à financer les études des enfants, à alimenter l'épargne de retraite de la mère, ou à améliorer ses conditions de logement. C'est ce dernier type d'utilisation qui est le plus largement choisi, à plus de 90%. Si les effets explicitement attendus de l'allocation étaient une augmentation de la natalité, le capital maternel a aussi eu des effets sur le marché immobilier (augmentation mécanique des prix du logement, émergence d'intermédiaires, de corruption, de transferts intrafamiliaux déguisés en transactions). Les régions ont été invitées à compléter le dispositif par un « capital maternel régional » qui vient s'ajouter à l'allocation fédérale, *a priori* surtout pour encourager les troisièmes naissances, et dont les conditions d'utilisation peuvent être plus larges qu'au niveau fédéral, ce qui donne lieu à des nombreuses différenciations régionales.

Graphique 2 : Nombre moyen d'enfants par femme en Russie (Indice conjoncturel de fécondité)



Source : Rosstat, 2015

La fécondité a effectivement connu une augmentation récente même si elle reste en dessous du seuil de renouvellement des générations. Après avoir connu une chute brutale depuis 1987, jusqu'à atteindre son point le plus bas en 1999 (1,16 enfant en moyenne par femme), l'indice conjoncturel de fécondité a connu une croissance tout au long des années 2000 (graphique 2), particulièrement à partir de 2007 (mise en place du capital maternel). Il a atteint en 2014 le nombre de 1,75 enfant en moyenne par femme, avec une différence notable entre la population rurale (2,3) et la population urbaine (1,5).

Un certain nombre de spécialistes sont cependant circonspects sur l'effet du « capital maternel » à moyen terme et expliquent la remontée conjoncturelle de la fécondité comme un effet de structure de la population : le nombre de femmes âgées de 18 à 29 ans, nées dans les années 1980, a en effet connu un pic dans les années 2007-2008 mais il diminue mécaniquement aujourd'hui (de 14 millions en 2007, elles seront moins de 9 millions après 2020, du fait du déficit des naissances des années 1990).

C'est pourquoi dans les années 2010, le sceptre de la crise est toujours agité, étroitement lié à un discours nationaliste et patriotique, et une incitation au troisième enfant. En 2012, dans son adresse annuelle à la Nation, V. Poutine a rappelé que la Russie devait concevoir plus d'enfants afin de « préserver le territoire russe de la pauvreté », et que trois enfants par famille devaient devenir une norme. Faute de quoi la Russie serait « un pays pauvre, vieillissant et incapable de préserver son indépendance et même son territoire (...). Si la nation n'est pas capable de se préserver et de se reproduire (...), alors on n'a même pas besoin d'un ennemi extérieur, car tout s'écroulera tout seul (...) pour que la Russie soit souveraine et forte, nous devons être plus nombreux ».

De même, si la décroissance de la population semble pour l'instant enrayée (est apparu pour la première fois en vingt ans un excédent naturel de la population en 2014, ce dont se

félicitait le premier ministre Dimitri Medvedev dans son rapport annuel devant la Douma), selon les dernières projections de population des Nations unies (juillet 2015), en 2050, la population de Russie devrait diminuer et serait comprise entre 115 et 143 millions, l'hypothèse moyenne étant de 129 millions.

Mais de nouveaux éléments viennent déjà remanier significativement cette situation : d'ores et déjà le rattachement de la Crimée à la Russie a fait croître brusquement la population d'environ 2 millions d'habitants (graphique 1). D'autres évolutions sont à prévoir dans la mesure où le statut de l'Est de l'Ukraine et de la population du Donbass est encore loin d'être réglé.



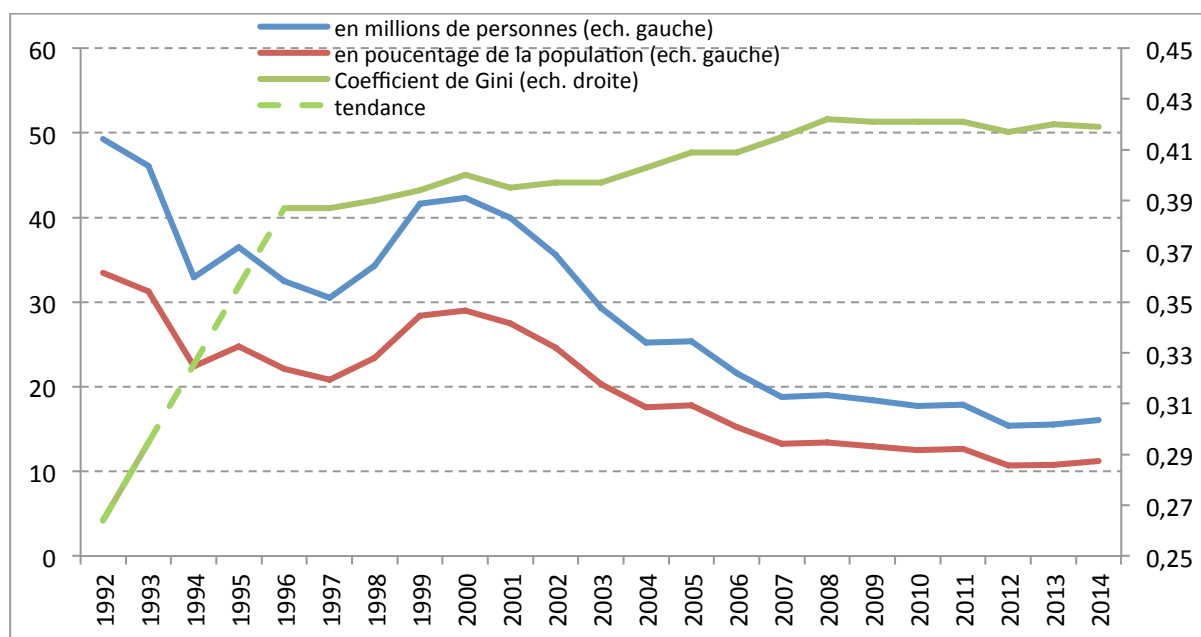
Affiche dans le métro de Moscou : *Le pays a besoin de vos « records ». En Russie, il y a trois naissances chaque minute*

Alors que la stabilisation démographique a nécessité une politique volontariste, que toute la législation sociale concerne désormais aussi ces nouvelles populations, la Russie est confrontée à une nouvelle crise économique de grande ampleur depuis la fin 2014, qui fait ressurgir la question de la paupérisation de certaines catégories sociales et du creusement des inégalités.

Une société post-soviétique marquée par la croissance des inégalités

La société et l'économie russes se sont profondément transformées depuis le démantèlement de l'URSS. Une grave crise économique a marqué les années 1990, et a entraîné un appauvrissement massif de la population. La pauvreté, nouvellement reconnue et mesurée à partir de 1992, touchait à cette date plus d'un tiers de la population, selon les données officielles de l'institut de statistique russe. Au cours des années 2000, alors que le taux de pauvreté diminuait, la croissance des inégalités est devenue le phénomène majeur, la consommation ostentatoire de quelques nouveaux riches du centre de Moscou contrastant avec le dénuement des personnes seules dans les campagnes. Récemment, la nouvelle crise économique de 2014 et la chute du rouble ont touché fortement les nouvelles classes moyennes qui s'étaient souvent endettées à travers des prêts immobiliers et à la consommation.

Graphique 3 : Taux de pauvreté et coefficient de Gini de mesure des inégalités en Russie



Source des données : Rosstat, Institut de Statistique de la Fédération de Russie, 2015, <http://www.gks.ru>

En Russie, la mesure de la pauvreté repose sur une approche absolue (et non relative comme dans l'Union européenne). Est considérée comme pauvre en Russie toute personne dont les revenus monétaires sont inférieurs au « minimum de subsistance », ce qui correspond à un minimal calorique et physiologique de biens et services. Ce taux de pauvreté a été divisé par 3 entre 1992 (33,5%) et 2014 (11,2%). Il a surtout diminué depuis le début des années 2000, en lien avec une élévation générale du niveau de vie, même si ce n'est qu'en 2006 que le revenu réel moyen a retrouvé son niveau de 1991. Stable depuis 2011 autour de 11%, il faudra attendre les données de 2015 pour étudier l'effet de la nouvelle crise économique sur cet indicateur, qui par ailleurs ne donne qu'une image très partielle de la précarité.

De même, le taux de chômage au sens du BIT s'avère ne pas être un indicateur très pertinent pour l'instant : ce taux est actuellement faible en Russie (autour de 5% de la population active) par rapport la moyenne de l'OCDE, car les ajustements sur le marché du travail en période de crise se font essentiellement sur les salaires et la durée du travail. Ce mode d'ajustement est une caractéristique structurelle de l'emploi en Russie, observée dans les années 1990 mais aussi lors de la crise de 2008 et la période actuelle. Mais le bas niveau des salaires et les conditions de travail conduisent à un *turn-over* important, on estime que chaque année 30% des travailleurs changent d'emploi, et qu'une grande partie en cumulent plusieurs. Si le chômage et l'emploi n'ont pas été détonateurs de crise sociale comme cela avait pu être pensé un moment à la fin de l'URSS, c'est le développement des inégalités qui s'est davantage imposé comme question sociale.

Inégalités de revenus tout d'abord. L'indice de Gini (traduisant la concentration et les inégalités de revenus monétaires, il peut varier de 0, situation la plus égalitaire, à 1, extrême concentration des revenus par quelques-uns) a fortement augmenté et est passé en Russie de 0,26 avant la chute de l'URSS, à 0,42 en 2014 (graphique 3), sachant qu'il était par exemple de 0,30 en France en 2012, de 0,47 aux États-Unis, et de 0,52 au Brésil.

La Russie, marquée par le mot d'ordre d'égalitarisme pendant la période soviétique, est ainsi devenue en vingt ans une des sociétés les plus inégalitaires du monde. Tout d'abord, on a assisté à une forte polarisation de la société, dont on a en tête différentes images : les *babouchki* vendant dans la rue et dans le froid quelques chaussettes tricotées main ou quelques pommes, contrastant avec le comportement des « nouveaux riches » (oligarques, à la fortune issue des privatisations-prédatons des années 1990) à la consommation ostentatoire (par exemple sur la Côte d'Azur et dans certaines stations des Alpes).

Ce creusement des inégalités s'est conjugué dans les années 2000 à l'émergence d'une « classe moyenne », active, diplômée, urbaine, et symbole semblait-il de la réussite des réformes, comme facteur à la fois de dynamisme, d'ascension sociale moderne, et porteuse d'un style de vie et de consommation occidental. Ce sont ces catégories, cible de la publicité et du système bancaire, travaillant souvent dans le secteur des services, poussées à souscrire différents prêts à la consommation et au logement, qui ont été frappées particulièrement par la dernière crise de 2014-2015 et notamment par la disparition de certains produits suite aux sanctions économiques, par l'inflation (déjà estimée pour l'année 2015 à plus de 15%), et par la chute du rouble (notamment lorsque des emprunts avaient été souscrits en devises).

Parmi les facteurs de creusement des inégalités, le logement a donc joué un grand rôle. En 1991, le droit à la propriété privée fut établi, et en 1992, il fut décidé que tous les habitants d'un logement pouvaient en devenir propriétaires gratuitement (mais à lui ensuite d'en assumer toutes les charges et l'entretien). Un vaste processus de privatisation a alors démarré, et le principe de transmission successorale a été reconnu. La privatisation des logements a été massive à Moscou, où le coût du logement est très élevé, moins dans les grandes villes industrielles de Sibérie par exemple. De 1992 à 2000, la part de la propriété d'État dans le logement est ainsi passée de 74 % à 35 %. Ce processus a renforcé les inégalités sociales et spatiales. Les habitants des appartements communautaires, dont la situation de logement était déjà difficile, se sont d'emblée trouvés pénalisés. Un marché immobilier est apparu avec de gros écarts de prix entre Moscou et le reste du pays. Les échanges d'appartements, les ventes croisées, les mises en location avec regroupement dans un autre logement se sont développées. Ces transactions étaient très peu régulées dans un premier temps, d'où des escroqueries et l'émergence d'un nouveau phénomène pour la Russie, celui des sans domicile fixe. Les charges (eau, gaz, électricité), très fortement subventionnées par le passé, voire gratuites, sont devenues souvent difficiles à assumer pour les plus pauvres. Mais cette privatisation des logements a permis aussi à certains ménages la constitution d'un patrimoine à moyen terme et été parfois une source de revenus locatifs.

Cette question du logement est donc cruciale comme facteur de stratification et d'organisation sociale, et a été ravivée on l'a vu à la fois par la politique nataliste du capital familial qui a stimulé le marché immobilier en région et par les phénomènes récents de défaillances de remboursement des emprunts immobiliers dans les grandes villes. Tout récemment, mi-2015, une loi sur le surendettement et la « banqueroute » vient ainsi d'être adoptée.

Les écarts territoriaux dans ce pays immense qu'est la Russie contribuent à cette diversification des situations, et les inégalités entre les 89 régions que compte la Russie sont souvent plus fortes que les inégalités entre ménages d'une même région. Par exemple la région de Tioumen, riche en pétrole, est quatorze fois plus riche que la région rurale de Bouriatie près du lac Baïkal. Et ces inégalités entre régions sont d'autant plus ressenties par la population que les programmes d'aide sociale sont décentralisées et varient donc suivant les richesses des régions et leurs choix politiques. Les inégalités entre ville et campagnes sont elle aussi très fortes, et *a fortiori* entre ces deux mondes que constituent la capitale – Moscou – et la province rurale. Ces inégalités sociales régionales sont beaucoup plus marquées qu'à la fin de la période soviétique.

La société russe a vu ses normes et repères se transformer profondément au cours des vingt-cinq dernières années. Les inégalités sociales se sont accrues, ont pris de nouvelles formes et sont devenues plus visibles, de la mendicité à la richesse ostentatoire dans les grandes villes. Une partie de ces évolutions plonge ses racines dans la fin de la période soviétique : l'*homo sovieticus* était loin de vivre dans une société homogène et entièrement contrôlée. Pourtant, les structurations de la société et surtout les formes que prennent les inégalités ont radicalement changé. La fin de l'URSS et le développement d'une économie libérale ont entraîné de nouveaux comportements et modes de vie ; ils ont modifié l'accès au logement, à l'éducation et à la santé, trois piliers de l'État social soviétique paternaliste et distributif. Et aujourd'hui arrive une génération de jeunes adultes nés après la fin de l'URSS, n'ayant pas connu cette période soviétique autrement que par leurs parents. Ceci marque un changement. Il est clair qu'une nouvelle période s'ouvre avec les années 2010. Dans une sorte de contrat social implicite, la grandeur et la fierté nationales retrouvées, mises en scène par V. Poutine (notamment à des moments clés comme celui des jeux Olympiques de Sotchi, ou lors de l'annexion de la Crimée, ou de l'affirmation du nouveau regain de population) et le maintien jusqu'à présent de dispositifs minimaux d'aide sociale sont allés de pair avec une contraction de la liberté d'expression, laissant de plus en plus la population devant le choix entre *Exit* (quand cela leur est possible) et *Loyalty*.

Publié dans laviedesidees.fr, le 16 novembre 2009

© laviedesidees.fr